



CLASSES EN LUTTE

Bulletin de la fédération CNT des Travailleurs-euses de l'éducation

n°188, mai 2018

Les Grèves fleurissent
en mai : 1er mai,
3 mai, 22 mai...
Et puis, ça reconduit ?

La Mauvaise Herbe n°4
Abonnez-vous !

Bulletin dans la rubrique dédiée



Préavis de grève

La CNT éducation dépose chaque semaine des préavis de grève pour soutenir les mobilisations des personnels. Ces préavis couvrent tous les personnels au niveau local comme national. Ces préavis peuvent servir à défendre des élèves menacés d'expulsion pour défaut de papiers.

Pour nous contacter :
07 82 14 98 31

Les manifestations du 1er mai seront, cette année, l'occasion d'exprimer, dans les rues, la convergences des luttes. Une convergence sans frontière, solidaire des migrants et des zadistes.

Précaires de l'Éducation, tou.te.s en grève les 3 mai et 22 mai 2018

Appel de l'Assemblée des précaires de l'éducation

La première journée de grève nationale contre la précarité dans l'Éducation nationale du 5 avril dernier a été un véritable succès : des manifestations et assemblées de grève ont été organisées dans plus de 20 villes en France. À Paris, malgré les vexations policières arbitraires lors de la manifestation de l'après-midi, l'assemblée générale des grévistes d'IDF a décidé d'appeler à deux nouvelles journées de grève les jeudi 3 mai et mardi 22 mai 2018.

Sous prétexte d'austérité budgétaire et de libéralisation de l'économie, le gouvernement ne fait qu'accroître la précarisation du personnel contractuel et non-titulaire de l'éducation nationale. Cette précarité toujours plus intense et générale concerne l'Éducation nationale, mais également la fonction publique dans son ensemble : après avoir privatisé France telecom, la poste et edf, après avoir cassé l'hôpital public, c'est aujourd'hui au tour des cheminots de subir les accusations d'être des privilégiés, afin de mieux les isoler et délégitimer leurs revendications.

Ainsi le gouvernement essaie de cas-

ser la mobilisation par l'isolement et la répression. Nous l'avons vu et subi le 5 avril, lorsque la préfecture nous a imposé un parcours de son choix la veille au soir et que nous avons été nassé.e.s pendant plus d'une heure de manière complètement arbitraire. Nous continuons de le voir lorsque la police rentre dans les facs, à Nanterre et à Lille 2, et déloge avec violence les étudiant.e.s qui se mobilisent contre le projet de loi Vidal-Blanquer (sélection à l'entrée à l'Université, réforme du bac et du lycée).

Parce que nous considérons qu'il n'est pas besoin d'attendre les attaques contre l'Éducation nationale (déjà en cours par ailleurs) pour se battre et que seule la lutte nous permettra d'obtenir la satisfaction de nos revendications, nous appelons l'ensemble des personnels, titulaires et non-titulaires (AVS, AESH, AED, contractuels), à se joindre à nous les 3 et 22 mai, en grève pour soutenir les cheminots, et affirmer notre volonté d'obtenir une amélioration de nos conditions de travail, de meilleurs salaires et la fin des statuts précaires !

...

L'appel à la grève des précaires. Revendication et contacts

... **Parce que la solidarité est notre force,**

Parce que ce sont nos luttes qui construisent nos droits, tou.tes en grève le 3 mai : grève de l'Éducation nationale ; tou.tes en grève le 22 mai : grève de la fonction publique

Titularisation sans condition de tou.te.s les précaires de l'Éducation !

• Rejoignez le cortège des précaires de l'Éducation dans les manifestations des 1er, 3 et 22 mai (les heures et lieux des

rdv seront annoncées dès qu'elles seront connues sur notre page fb et notre compte twitter).

• Prochaine assemblée des précaires de l'Éducation d'IDF mercredi 9 mai à 18h30 à l'annexe de la bourse du travail, 67 rue de Turbigo métro République.

Mail : precaires.education@riseup.net

Facebook : Assemblée des précaires de l'éducation - IDF / Twitter : @Precaires_Educ

Nice : des condés à l'école !

Des policiers municipaux sont présents dans trois écoles depuis le 16 avril.

C'était le souhait du maire, Christian Estrosi. Il a été exaucé par le ministère de l'éducation.

Chaque jour, un policier désarmé arrive dans l'école avant le début des cours, inspecte et vérifie les dispositifs de sécurité. Ensuite, il assure une surveillance permanente des bâtiments via des caméras. Début juillet, la mairie tirera un premier bilan et si le

ministre et les conseils d'école le veulent bien, ce dispositif sera étendu aux 163 écoles de la ville.

Heureusement, cette surenchère sécuritaire est dénoncée par la FCPE et des écoles se sont d'ores et déjà opposées à cette expérimentation. La CGT exige plutôt des moyens supplémentaires : secrétaires, aides maternelles,... Quant à nous, l'école ne peut être une caserne, ni un lieu d'expérimentations pour bigs brothers en kaki. Conclusion : Flics : hors de nos écoles ! Hors de nos vies !

Parce que les rues de Nantes sont occupées par plusieurs centaines de policiers, gendarmes, ... depuis le 9 avril, avec leur hélicoptère, leurs canons à eau, leurs grilles anti émeutes, ...

Parce que la police traque et rafle les personnes sans papiers.

Parce que 4 camarades venu.e.s lutter contre les expulsions sur la ZAD dorment aujourd'hui en prison, et que nombre d'autres y ont été également condamné.e.s ces derniers jours.

Parce qu'on ne compte plus les blessé.e.s des armes de la police, ni les éclats de grenades incrustés dans nos jambes.

Parce que des milices fascistes attaquent des facs occupées, par des exilé.e.s comme par des étudiant.e.s et tabassent dans les rues.

Parce que les meurtriers de Zyed et Bouna n'ont jamais été condamnés et sont toujours policiers.

Parce que lorsqu'en manif on est gazé.e.s, matraqué.e.s, ... on se retrouve condamné.e.s pour violence sur personne dépositaire de l'autorité publique.

Parce que la police et la Justice sont les reflets et bras armés du racisme et de la violence de classe de notre société.

Parce que les cabanes, maisons, barricades, ..., de la ZAD sont rasées par des blindés.

Parce que les Président.e.s d'Université envoient la police expulser les étudiant.e.s en lutte dans les facs occupées.

Parce que ce mois ci, à Nantes, des flics ont gagné, un total de 4050€ d'argent de poche (dommages et intérêts) au tribunal sur le dos de manifestant.e.s.

Parce que les juges condamnent systématiquement plus sévèrement les personnes non blanches et/ou issues de milieux prolétaires.

Parce qu'au nom des frontières et de l'État-nation, les exilé.e.s sont discriminé.e.s, expulsé.e.s, arrêté.e.s, enfermé.e.s.

Parce que la création de 33 nouveaux lieux de détention a été annoncée l'an dernier.

Parce que l'inscription de dispositions de l'état d'urgence dans le droit commun légitime des pratiques répressives toujours plus violentes.

Parce qu'en 10 ans la durée de rétention administrative pour les étranger.e.s est passée de 15 jours à 3 mois.

Parce que la famille d'Adama Traoré est harcelée par la police.

Parce qu'il n'y a pas de bavures, juste le travail de la police...

Manifestation samedi 28 avril 15h Préfecture Nantes